

# DEVELOPPEMENT, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUES DE CATASTROPHE

*For the English version, see below*

Le Stockholm Environment Institute<sup>1</sup> a publié fin 2014 le rapport 'Climate Change and Disaster Risk Reduction', rédigé par Lisa Schipper, Frank Thomalla, Gregor Vulturius, Karlee Johnson et Richard J.T. Klein. Ce document a servi de base à l'évaluation 2015 publié par le Bureau des nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (RRC)<sup>2</sup>. Il permet de comprendre l'articulation entre le développement, l'adaptation au changement climatique et la RRC, notions souvent confondues. Les récents événements du Sud-Est de la France l'ont une fois de plus démontré, la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes appelle une vraie réflexion sur la stratégie à mener.

Alors que les événements climatiques extrêmes sont appelés à être plus fréquents et plus intenses, l'objectif de diminuer la vulnérabilité des populations et de parer à l'imprévisibilité croissante de l'environnement revêt une grande importance. La Réduction des Risques de Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique ont ainsi des objectifs communs, mais avec des stratégies bien distinctes : la RRC est une 'boîte à outils' permettant d'anticiper et de se préparer à une diversité de risques allant au-delà des aléas climatiques (comme les tremblements de terre), l'adaptation est une notion plus globale, visant à limiter l'impact des changements climatiques sur les sociétés. La première s'intéresse principalement aux risques de court-terme au travers de la réduction des potentiels impacts des catastrophes et la gestion de leurs conséquences (répondre, soulager et rétablir), la seconde est axée sur le temps long du changement climatique, en aidant les populations à vivre avec ses aléas – événements extrêmes inclus. Toutes deux sont étroitement liées aux choix du mode de développement.

#1

Le développement d'un pays peut aggraver des risques existants ou en créer de nouveaux : la hausse des émissions de gaz à effet de serre intensifie la variabilité du climat ; l'artificialisation d'un littoral peut mener à une plus grande vulnérabilité aux tempêtes ; la construction de routes peut exacerber les risques d'inondation. Le développement est cependant également un facteur considérable de réduction de la vulnérabilité, en favorisant l'amélioration des infrastructures et les bonnes pratiques (ex : l'alphabétisation permet aux gens de lire une notice d'évacuation). Il doit être élaboré en intégrant au mieux les risques de catastrophes, qui constituent eux aussi des menaces pour l'activité.

#2

A cause du climat, les risques de désastre augmentent. Les politiques d'atténuation elles-mêmes peuvent accroître la vulnérabilité : la production de biocarburants, par exemple, augmente la compétition pour l'accès aux ressources limitées que constituent l'eau ou les sols. Les politiques d'adaptation sont donc indispensables pour pallier ces aléas, et doivent être conçues comme un processus d'apprentissage long et continu. L'adaptation n'est pas seulement une des modalités d'un projet, elle doit en déterminer la planification. Elle touche les comportements, les pratiques, et les politiques. Sur le long-terme, elle devrait modifier fortement la pratique de la RRC, trop souvent cantonnée à la réponse d'urgence à la catastrophe. Nous ne devons plus seulement anticiper et réagir, mais nous transformer pour nous adapter.

#3

Il est indispensable de rassembler autour d'une table les acteurs de la lutte contre le changement climatique, de la RRC, et tous ceux concernés par la vulnérabilité des populations (santé, eau, développement économique national et international). Sans une coordination efficace et une recherche des synergies, les programmes d'amélioration de notre résilience seront moins convaincants. Un des pays les plus avancés dans le domaine de l'intégration de ces politiques est le Bangladesh, Etat qui sera particulièrement affecté par les effets du changement climatique. Hasard ?

<sup>1</sup> Le Stockholm Environment Institute est un institut de recherche international qui explore les thématiques liées à l'environnement et au développement, de l'échelon politique local à l'international depuis 25 ans.

<sup>2</sup> UNISDR, 2015 Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction, 316p.

# DEVELOPMENT, CLIMATE CHANGE AND DISASTER RISK

The Stockholm Environment Institute<sup>3</sup> published at the end of 2014 a report entitled 'Climate Change and Disaster Risk Reduction', written by Lisa Schipper, Frank Thomalla, Gregor Vulturius, Karlee Johnson and Richard J.T. Klein. This document was used as a reference for the 2015 assessment for Disaster Risk Reduction (DRR) published by the UN Office<sup>4</sup>. It enables to better understand links between development, adaptation to climate change and DRR, notions that are often confused. The recent events in the South-East of France have once again demonstrated it: vulnerability to extreme weather events calls for a real debate on the strategy to adopt.

While extreme weather events will rise in frequency and intensity, the objective to lower population vulnerability and to protect them from growing environmental unpredictability appears as crucial. Disaster Risk Reduction and Adaptation to Climate Change thus have common objectives, albeit with distinct strategies: DRR is a “toolkit”, enabling anticipation and preparation to face a diversity of risks going beyond climate-related hazards (such as earthquakes), while adaptation is a more global concept, aiming at limiting the impact of climate change on societies. RCC is mainly focused on near-term risks through reduction of the potential impacts of disasters and management of their consequences (response, relief, and recovery). Adaptation focuses on long-term consequences of climate change, by helping people live with hazards, including extreme events.

Both are closely linked to choices regarding development strategy.

#1

Countries development can worsen existing risks or create new ones: increasing emissions of greenhouse gas leads to an intensification of climate variability; coastal urban development can lead to greater vulnerability to storms; the building of roads can exacerbate flood risks. However, development also considerably contributes to reducing vulnerability, by favouring the improvement of infrastructures and good practices (ex: literacy enables people to read an evacuation notice). It must be planned and framed by including disaster risks in the best possible way, for risks constitute threats to development as well.

#2

Due to climate change, disaster risks increase. Mitigation policies themselves can intensify vulnerability: for instance, the production of biofuels fosters competition for access to limited resources, such as water or soils. Adaptation policies are thus essential to address these hazards and must be designed as a long and continuous learning process. Adaptation should no longer be part of a project terms, it must define the planning of it. Adaptation affects behaviours, practices, policies. In the long term, it should strongly modify DRR planning and implementation, too often limited to emergency responses to disasters. We must not only anticipate and react, but transform to adapt.

#3

It is essential to gather and engage actors fighting climate change, working in the DRR field, and all those whos agendas influence population vulnerability (health and water issues, national and international economic development). Without an efficient coordination and a search for synergies, programs for improving resilience will be less convincing. One the most advanced countries in implementing these policies is Bangladesh, a State that will be particularly impacted by the effects of climate change. Coincidence?

<sup>3</sup> The Stockholm Environment Institute is an international research institute exploring environment and development-related topics, from the local to the international political level for 25 years.

<sup>4</sup> UNISDR, 2015 Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction, 316p.